

**Mesdames et Messieurs les Présidentes et  
Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et  
Payeurs départementaux**

Paris, le **26 MARS 2020**

#### **Le Directeur**

#### **Dossier suivi par :**

Direction du financement de l'offre  
Pôle prévision, répartition et suivi des financements  
Benny Andersson BLANCHET  
Contact : [benny-andersson.blanchet@cnsa.fr](mailto:benny-andersson.blanchet@cnsa.fr)

**Objet : Versement au titre de 2026 de l'acompte du concours compensant les coûts de la dotation complémentaire des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD), mentionnée au 3° du I de l'article L.314-2-1 du Code de l'action sociale et des familles.**

Copies : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France  
Mesdames et Messieurs les Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFIP  
Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département  
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

P.J. : Annexe : Tableau des montants, par département, de l'acompte du concours dotation complémentaire au titre de l'année 2026.

L'article 44 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2022 a créé, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022, une dotation complémentaire à destination des services autonomie à domicile « aide » ou à l'activité « aide » des services autonomie à domicile mixtes. Cette mesure est ainsi inscrite au 3° du I de l'article L. 314-2-1 du Code de l'action sociale et des familles (CASF).

La dotation complémentaire est mise en œuvre par les Conseils départementaux et vise à financer des actions réalisées par les SAAD répondant à des objectifs d'amélioration de la qualité du service rendu à l'utilisateur listés à l'article L. 314-2-2 du CASF. Elle doit permettre de soutenir les services accompagnant à domicile des usagers aux besoins spécifiques, intervenant à des horaires atypiques et dans les territoires les plus difficiles d'accès. Elle contribue également à financer des actions en faveur de la qualité de vie au travail pour les salariés des services ainsi que des actions visant à lutter contre l'isolement des personnes accompagnées et à soutenir leurs aidants.

Elle est attribuée par le Président du Conseil départemental dans le cadre d'un appel à candidatures et sous condition de la conclusion d'un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM).

L'article 44 de la LFSS pour 2022 prévoit la compensation par la CNSA du coût qui résulte de la mise en place de la dotation complémentaire pour les départements concernés, dans les conditions prévues par le décret n° 2022-735 du 28 avril 2022. Ce dernier prévoit que le montant du concours attribué à chaque département est déterminé en fonction du montant horaire de référence de la dotation complémentaire, multiplié par le volume horaire des prestations fournies en mode prestataire aux bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou de la prestation de compensation du handicap (PCH), par les services auxquels cette dotation est accordée dans le département et sur la période de l'année couverte à ce titre par un CPOM. Le montant du concours est par ailleurs limité au montant des dotations complémentaires effectivement versées par le

département aux SAAD.

Pour 2026, le montant forfaitaire de la dotation complémentaire est fixé à 3,413 €. Il correspond au montant forfaitaire de 2025<sup>1</sup>, auquel a été appliqué le coefficient mentionné à l'article L. 161-25 du code de la sécurité sociale. Ce coefficient est fixé à 1,009 pour 2026.

Les montants d'acompte notifiés en annexe 1 ont été calculés à titre prévisionnel par la CNSA en multipliant 70% du volume horaire prévisionnel transmis par les départements à la CNSA, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article R. 178-21 du Code de la sécurité sociale, par un montant de 3,413 €. Pour l'exercice 2026, 98 collectivités se sont engagées à mettre en œuvre la dotation complémentaire, permettant ainsi le versement des crédits de ladite dotation à 2 729 SAD, soit une collectivité de moins qu'en 2025.

Ainsi, le montant total du concours prévisionnel de la dotation complémentaire au titre de l'exercice 2026 s'élève à 516 031 072 €. Le montant total de l'acompte versé aux départements est de 361 221 751 €.

Pour le calcul du solde du concours, les départements devront transmettre à la CNSA, au plus tard le 30 juin 2027, les montants définitivement versés à chaque service, ainsi que le volume horaire d'activité mentionné au premier alinéa de l'article R. 178-21 du code de la sécurité sociale. Un modèle de document sera fourni ultérieurement par la CNSA.

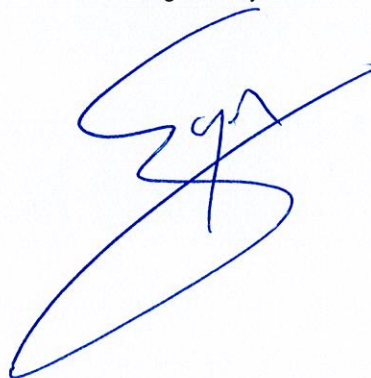
En cas de solde négatif lors de la notification du montant définitif, le trop-perçu sera imputé sur les mensualités du concours personnes âgées (PA) et, le cas échéant, sur celles du concours personnes handicapées (PH). La présente notification peut être contestée pendant deux mois à compter de sa date de notification. Le recours éventuel est à adresser au directeur de la CNSA. En cas de recours contentieux, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

La direction du financement de l'offre est à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

La présente notification ainsi que son annexe sont publiées sur le [site internet de la CNSA \(www.cnsa.fr\)](http://www.cnsa.fr) > « Budget et Financement » > « notifications des concours aux départements ». Document consultable en bas de page dans la rubrique « Documents à télécharger ». Pour toute interrogation relative à la dotation complémentaire, il est recommandé de se référer à la notice explicative et à la FAQ sur le site de la DGCS.

Le Directeur de la CNSA

Maëlig Le Bayon



---

<sup>1</sup> Le montant horaire de référence de la dotation complémentaire de l'exercice 2024 s'élevait à 3,383 €.

## Annexe

## Montants, par département, de l'acompte du concours "dotation complémentaire" au titre de l'année 2026

Département / collectivité	Volume horaire d'activité prévisionnel déclaré	Montants prévisionnels du concours dotation complémentaire	Montants d'acompte à verser (70% de la colonne précédente)
01 - Ain	1174000,00	4 006 862,00 €	2 804 803,40 €
02 - Aisne	1545212,00	5 273 808,56 €	3 691 665,99 €
03 - Allier	850000,00	2 901 050,00 €	2 030 735,00 €
04 - Alpes de Haute Provence	318644,00	1 087 531,97 €	761 272,38 €
05 - Alpes (Hautes-)	379710,00	1 295 950,23 €	907 165,16 €
06 - Alpes-Maritimes	1108846,99	3 784 494,78 €	2 649 146,34 €
07 - Ardèche	861096,67	2 938 922,93 €	2 057 246,05 €
08-Ardennes	1374084,51	4 689 750,43 €	3 282 825,30 €
09 - Ariège	283165,00	966 442,15 €	676 509,50 €
10 - Aube	843100,00	2 877 500,30 €	2 014 250,21 €
11 - Aude	1797688,00	6 135 509,14 €	4 294 856,40 €
12 - Aveyron	1184368,00	4 042 247,98 €	2 829 573,59 €
13 - Bouches-du-Rhône	2200006,00	7 508 620,48 €	5 256 034,33 €
14-Calvados	1657615,47	5 657 441,60 €	3 960 209,12 €
15 - Cantal	672500,00	2 295 242,50 €	1 606 669,75 €
16 - Charente	935000,00	3 191 155,00 €	2 233 808,50 €
17 - Charente-Maritime	1789692,00	6 108 218,80 €	4 275 753,16 €
18-Cher	583650,00	1 991 997,45 €	1 394 398,22 €
19-Corrèze	549804,00	1 876 481,05 €	1 313 536,74 €
20 - Corse	1515377,00	5 171 981,70 €	3 620 387,19 €
21 - Côte-d'Or	1033020,89	3 525 700,30 €	2 467 990,21 €
22 - Côtes-d'Armor	1412578,00	4 821 128,71 €	3 374 790,10 €
23 - Creuse	484000,00	1 651 892,00 €	1 156 324,40 €
24 - Dordogne	1613860,00	5 508 104,18 €	3 855 672,93 €
25 - Doubs	1096298,00	3 741 665,07 €	2 619 165,55 €
26 - Drôme	1675000,00	5 716 775,00 €	4 001 742,50 €
27 - Eure	1181117,00	4 031 152,32 €	2 821 806,62 €
28 - Eure-et-Loir	800000,00	2 730 400,00 €	1 911 280,00 €
29 - Finistère	1863449,00	6 359 951,44 €	4 451 966,01 €
30 - Gard	1663650,00	5 678 037,45 €	3 974 626,22 €
31 - Haute-Garonne	3023973,00	10 320 819,85 €	7 224 573,89 €
32 - Gers	710533,00	2 425 049,13 €	1 697 534,39 €
33 - Gironde	5043155,00	17 212 288,02 €	12 048 601,61 €
34 - Hérault	5561946,32	18 982 922,79 €	13 288 045,95 €
35 - Ille-et-Vilaine	2006786,00	6 849 160,62 €	4 794 412,43 €
36 - Indre	598504,00	2 042 694,15 €	1 429 885,91 €
37 - Indre-et-Loire	1450000,00	4 948 850,00 €	3 464 195,00 €
38 - Isère	2648260,00	9 038 511,38 €	6 326 957,97 €
39 - Jura	508109,00	1 734 176,02 €	1 213 923,21 €
40 - Landes	1400000,00	4 778 200,00 €	3 344 740,00 €
41 - Loir-et-Cher	938443,61	3 202 908,04 €	2 242 035,63 €
42 - Loire	2500000,00	8 532 500,00 €	5 972 750,00 €

## Annexe

## Montants, par département, de l'acompte du concours "dotation complémentaire" au titre de l'année 2026

Département / collectivité	Volume horaire d'activité prévisionnel déclaré	Montants prévisionnels du concours dotation complémentaire	Montants d'acompte à verser (70% de la colonne précédente)
43 - Loire (Haute-)	690807,00	2 357 724,29 €	1 650 407,00 €
44 - Loire-Atlantique	2105000,00	7 184 365,00 €	5 029 055,50 €
45 - Loiret	1715121,00	5 853 707,97 €	4 097 595,58 €
46 - Lot	831150,00	2 836 714,95 €	1 985 700,47 €
47 - Lot-et-Garonne	1280000,00	4 368 640,00 €	3 058 048,00 €
48 - Lozère	275000,00	938 575,00 €	657 002,50 €
49 - Maine-et-Loire	976150,00	3 331 599,95 €	2 332 119,97 €
50 - Manche	1434964,19	4 897 532,78 €	3 428 272,95 €
51 - Marne	959993,10	3 276 456,45 €	2 293 519,52 €
52 - Marne (Haute-)	342666,00	1 169 519,06 €	818 663,34 €
53 - Mayenne	529741,85	1 808 008,93 €	1 265 606,25 €
54 - Meurthe-et-Moselle	1729730,00	5 903 568,49 €	4 132 497,94 €
55 - Meuse	523477,00	1 786 627,00 €	1 250 638,90 €
56-Morbihan	1790000,00	6 109 270,00 €	4 276 489,00 €
57 - Moselle	1252930,00	4 276 250,09 €	2 993 375,06 €
58 - Nièvre	552742,11	1 886 508,82 €	1 320 556,18 €
59 - Nord	9580370,00	32 697 802,81 €	22 888 461,97 €
60 - Oise	680000,00	2 320 840,00 €	1 624 588,00 €
61 - Orne	989497,00	3 377 153,26 €	2 364 007,28 €
62 - Pas-de-Calais	6084466,00	20 766 282,46 €	14 536 397,72 €
63 - Puy-de-Dôme	1181385,00	4 032 067,01 €	2 822 446,90 €
64 - Pyrénées Atlantiques	2272529,00	7 756 141,48 €	5 429 299,03 €
65 - Pyrénées (Hautes-)	1090000,00	3 720 170,00 €	2 604 119,00 €
66 - Pyrénées-Orientales	1344636,00	4 589 242,67 €	3 212 469,87 €
67-68 -Collectivité Européenne d'Alsace	2456803,12	8 385 069,05 €	5 869 548,33 €
69 - Rhône	1043874,53	3 562 743,77 €	2 493 920,64 €
69M - Métropole de Lyon	2934622,00	10 015 864,89 €	7 011 105,42 €
70 - Saône (Haute-)	629250,00	2 147 630,25 €	1 503 341,18 €
71 - Saône -et-Loire	1704606,00	5 817 820,28 €	4 072 474,19 €
72 - Sarthe	1309609,00	4 469 695,52 €	3 128 786,86 €
73 - Savoie	877380,00	2 994 497,94 €	2 096 148,56 €
74 - Savoie (Haute-)	1317371,00	4 496 187,22 €	3 147 331,06 €
75 - Paris	2604483,22	8 889 101,23 €	6 222 370,86 €
76 - Seine-Maritime	3542000,00	12 088 846,00 €	8 462 192,20 €
77-Seine-et-Marne	1802715,00	6 152 666,30 €	4 306 866,41 €
78 - Yvelines	831218,00	2 836 947,03 €	1 985 862,92 €
79 - Sèvres (Deux-)	950468,00	3 243 947,28 €	2 270 763,10 €
80 - Somme	1253382,00	4 277 792,77 €	2 994 454,94 €
81 - Tarn	1096835,59	3 743 499,87 €	2 620 449,91 €
82 - Tarn-et-Garonne	882796,24	3 012 983,57 €	2 109 088,50 €
83 - Var	4000000,00	13 652 000,00 €	9 556 400,00 €

Annexe

**Montants, par département, de l'acompte du concours "dotation complémentaire" au titre de l'année 2026**

Département / collectivité	Volume horaire d'activité prévisionnel déclaré	Montants prévisionnels du concours dotation complémentaire	Montants d'acompte à verser (70% de la colonne précédente)
84 - Vaucluse	1027464,00	3 506 734,63 €	2 454 714,24 €
85 - Vendée	1450000,00	4 948 850,00 €	3 464 195,00 €
86 - Vienne	1186419,00	4 049 248,05 €	2 834 473,63 €
87 - Vienne (Haute-)	780000,00	2 662 140,00 €	1 863 498,00 €
88 - Vosges	697551,00	2 380 741,56 €	1 666 519,09 €
89 - Yonne	839040,00	2 863 643,52 €	2 004 550,46 €
90 - Belfort (Territoire de)	480395,00	1 639 588,14 €	1 147 711,69 €
91 - Essonne	742736,00	2 534 957,97 €	1 774 470,58 €
92 - Hauts de Seine	1706073,00	5 822 827,15 €	4 075 979,00 €
93 - Seine-Saint-Denis	1953551,00	6 667 469,56 €	4 667 228,69 €
94 - Val-de-Marne	1936302,03	6 608 598,83 €	4 626 019,18 €
95 - Val-d'Oise	1505441,00	5 138 070,13 €	3 596 649,09 €
971-Guadeloupe	0,00	- €	0,00 €
972-Martinique	794401,00	2 711 290,61 €	1 897 903,43 €
973 - Guyane	0,00	- €	0,00 €
974-Réunion	4655239,00	15 888 330,71 €	11 121 831,49 €
975 - Saint-Pierre et Miquelon	0,00	- €	0,00 €
976-Mayotte	1155120,00	3 942 424,56 €	2 759 697,19 €
977-Saint-Barthélemy	0,00	- €	0,00 €
978 - Saint Martin	0,00	- €	0,00 €
<b>total</b>	<b>151195743,44</b>	<b>516 031 072,38 €</b>	<b>361 221 750,63 €</b>